

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

IMPRESSIONS D'UN UNIONISTE CANADIEN.

Le syndicalisme en France

Depuis juin 1936, c'est-à-dire depuis plus de deux ans, le syndicalisme ouvrier a marché, en France, à pas de géant. C'est ainsi qu'au cours de l'été de cette année-là, la "Confédération Générale du Travail", plus connue sous l'abréviation de "C. G. T.", est passée de quelque 1,200,000 membres à un effectif d'environ 5,000,000, chiffre auquel cette puissante confédération ouvrière s'est maintenue depuis lors, en dépit d'une offensive patronale de tous les instants et qui ne veut pas désarmer, tant s'en faut.

Indépendamment de la "C. G. T.", il y a en France deux autres catégories de syndicats ouvriers, savoir : la "Confédération Générale des Travailleurs Chrétiens" et de soi-disant "syndicats professionnels", ces derniers n'étant que ce que nous pourrions appeler des "unions de compagnie", étant donné qu'ils sont organisés et financés par le patronat lui-même, donc de nulle valeur au point de vue strictement syndicaliste. Ce sont, pour tout dire, des syndicats radicalement "jaunes" et leur influence numérique est relativement infime, surtout par comparaison avec les cégétistes.

Les syndicats chrétiens, qui correspondent aux syndicats catholiques du Québec, mais sont dirigés avec une plus grande largeur de vues que les nôtres, sont beaucoup moins nombreux que ceux formant le corps primordial du syndicalisme ouvrier français, c'est-à-dire la "C. G. T." Assez nombreux en quelques endroits et parmi certaines catégories d'"employés" ils n'existent pour ainsi dire pas en d'autres parties du territoire français. Ce sont, à certains égards, des syndicats semi-jaunes.

Comme nous le disait, à Paris même, aux quartiers généraux de la "C. G. T.", un des principaux collaborateurs de Léon Jouhaux, il y a souvent entente, sur le terrain économique, entre syndicats cégétistes et syndicats chrétiens. Cela fut d'ailleurs prouvé, en fait, par la suite, quand, vers la fin d'août dernier, le cabinet Daladier résolut, par décret ministériel, sous la pression de l'élément patronal, de modifier les modalités d'application de la loi des 40 heures, d'assouplir cette loi sous prétexte des nécessités de la défense nationale et des industries connexes, mais en réalité pour se concilier les bonnes grâces de la féodalité financière française, plus connue sous l'appellation désormais fameuse des "200 familles". En effet, dès la publication du décret modifiant cette loi ou, tout au moins, autorisant sa non-application en certains cas spécifiques mais encore indéterminés, syndicats cégétistes et chrétiens protestèrent simultanément contre ce sabotage projeté d'une des plus importantes lois sociales votées sous le régime du Front Populaire, alors dirigé par Léon Blum, chef du parti socialiste français ("S. F. I. O.")

Cette double protestation s'appuyait sur ce qu'en France, ainsi que le prouvent les statistiques officielles, le chômage est en croissance et la moyenne des heures de travail en nombre d'industries n'atteint même pas les 40 heures. Il n'y a donc pas lieu, disaient fort justement les protestataires, d'augmenter les heures de travail en ce moment, étant donné que cette extension des 40 heures à un plus grand nombre d'heures de travail par semaine ne peut aboutir qu'à une augmentation correspondante du chômage et, par voie de conséquence, qu'à des déboursés supplémentaires de secours-chômage. Mauvaise affaire, assurément.

Mais cette croissance énorme et rapide de la "C. G. T." ne se fit pas sans difficultés. Il s'agissait, en effet, d'absorber plusieurs millions de nouveaux membres en quelques mois, de les adapter à leur nouvelle situation et, surtout, de prendre toutes les dispositions voulues pour "attacher" à leurs syndicats ces quelques millions de nouveaux syndiqués, la plupart ignorant l'A. B. C. du syndicalisme. On conçoit aisément l'ampleur d'une pareille tâche pour les dirigeants du mouvement ouvrier français. Cette tâche se poursuit actuellement et de la façon la plus satisfaisante dans la plupart des cas envisagés jusqu'ici. A l'encontre de cet effort syndical considérable, voire colossal, s'est naturellement affirmée une offensive patronale vicieuse, souterraine et le plus souvent marquée au coin de la plus insigne mauvaise foi. En dépit de cela, il convient de remarquer que le syndicalisme français, d'une manière générale, conserve les positions conquises en 1936 et qu'il entend les défendre avec énergie, fermeté, mais sans provocation d'aucune sorte, avec le souci de ses droits "au bien-être et à la liberté".

La "C. G. T." demeure, quoi qu'on pense et dise ici, parmi nos saboteurs de l'émancipation ouvrière au Canada, le château-fort par excellence du syndicalisme en France. Intelligemment dirigée par des hommes tels que Léon Jouhaux, son secrétaire général, Belin, Frachon et Racamon, pour ne citer que trois de ses adjoints, cette puissante confédération syndicale ouvrière mène, sur tous les fronts, le bon combat pour la bonne cause, laquelle a pour devise : "Bien-être et Liberté". (1)

GEORGES DELPEQUE.

(1) Cette devise confédérale est inscrite dans l'écusson de la porte principale de l'immeuble de la "C. G. T.", situé 211, rue Lafayette, à Paris.

A bâtons rompus

La semaine dernière, je faisais, sur l'élection de Saint-Louis, des commentaires qui n'ont pas eu l'heur de plaire à tout le monde, c'est entendu, car je n'ai pas la prétention d'exprimer l'opinion de tous les lecteurs du *Monde Ouvrier* et je ne m'attends pas à ce que tout le monde partage les miennes. Un de nos lecteurs nous écrit pour se plaindre du ton de l'entrefilet intitulé "Le cri de race dans Saint-Louis", il y voit une invitation au déclenchement d'un mouvement antisémite et prend la défense du camarade Schubert que je n'ai d'ailleurs pas attaqué.

Rétablissons les faits. Dans cette élection, les polls situés dans la partie française de la division ont donné une majorité à notre ami Trépanier, tandis que dans les polls situés au nord — donc à majorité juive — c'est Fitch qui a été favorisé. Si ce n'est pas une lutte raciale au lieu d'une lutte politique, je ne comprends plus le sens des mots, ni des faits. S'il n'y avait que cela, on pourrait dire que c'est kif-kif, les électeurs ayant voté pour le candidat leur race, mais il y a d'autres considérants à envisager.

Il est reconnu et admis que la division Saint-Louis est un château-fort libéral qui a toujours élu des libéraux ; que la majorité des électeurs juifs sont libéraux et ils l'ont prouvé en maintes et maintes circonstances. Ce sont précisément les polls qui donnaient chaque fois une très forte majorité au candidat libéral qui a "tourné de bord" et ont donné la majorité au candidat nationaliste-conservateur duplessiste.

Quelle autre conclusion peut-on tirer de ces faits ? Les juifs ont "voté juif", en dépit du fait que leur candidat était celui d'un parti qui favorise en sous-main l'élément antisémite dans le Québec ; ils ont donc renié leur allégeance politique pour une question de race : c'est ma manière de voir tout au moins et il faudrait de solides arguments au contraire pour me faire changer d'opinion.

Il y a des dessous dans cette élection qui n'ont pas été dévoilés. Quelles sont les véritables raisons pour lesquelles ni Bercovitch, un franc libéral qui a été comblé de faveurs par le parti et les électeurs, ni Schubert, ni d'autres qui aspiraient à la candidature dans Saint-Louis, il n'y en ait qu'un seul sur cinq qui a travaillé ouvertement pour Trépanier, il serait intéressant de connaître les raisons de toutes ces abstentions.

On chuchote, dans certains quartiers, qu'on aurait obtenu l'intervention de Fitch pour empêcher un "cadenassage" possible ou tout au moins une descente de police chez un supposé communiste, et cela à la condition qu'on ne lui fasse pas la "vie trop dure" au cas où un candidat libéral-juif serait mis sur les rangs. Qui était partie à ces négociations ?

C'est-il vrai, cela ne l'est-il pas ? C'est encore une énigme mais qui s'éclaircira sous peu. Je maintiens ce que j'ai dit, que si les électeurs juifs sont juifs avant tout, ils font la pire des choses qu'ils pourraient faire, car alors rien n'empêche les autres races d'agir de même envers eux. Non, certes non, je ne suis pas antisémite, mais je ne tiens pas à passer pour un aveugle ou un imbécile et je me dois de crier : "casse-cou", quand j'en vois un.

* * *

Je viens de lire, dans la *Vie paroissiale* de Hawkesbury, Ont., une assez bonne définition du mot "communisme", quoiqu'on ait confondu quelque peu, et peut-être à dessein, athéisme et communiste — on peut fort bien être l'un sans être l'autre ; je connais nombre de gros bonnets, capitalistes et autres, qui sont des athées, des anti-cléricaux et sont au premier plan de ceux qui combattent le communisme. Cet article s'élève, et avec raison, contre l'habitude qui se développe de traiter de communistes tous ceux qui ne sont pas satisfaits du régime actuel, qui protestent contre le paupérisme et ses causes ; on dit même qu'un monsieur qui ne paie pas ses dettes est un communiste, de même que celui qui prend un coup de trop ou n'aime pas son curé. C'est bien vrai et c'est regrettable, car c'est donner de l'importance à un mouvement politique ou économiste, si vous voulez, qui n'en a guère dans notre province, ni même au Canada.

J'ai cité quelques extraits de cette revue parce qu'ils font contraste avec des déclarations fantaisistes de "haut placés" qui devraient savoir mieux et traitent tous ceux qui diffèrent d'opinion avec eux de "communistes" ou de "nuisance publique".

* * *

Pendant que j'y suis, j'ai entendu un sermon qui m'a particulièrement frappé ; le révérend père qui le prononça, s'adressant aux favorisés de la fortune, leur dit : "vous avez le droit de vous donner tout le confort possible, de l'aisance même, mais vous ne devez pas étaler votre luxe, vous n'êtes pas les possesseurs de la fortune et des richesses que la Divine Providence vous a accordées, vous en êtes simplement les administrateurs et vous devrez rendre compte un jour de votre administration."

Bravo, révérend Père-curé, cela reconforte d'entendre dire des vérités semblables. S'il y en avait plus qui suivaient vos conseils, il y aurait moins de mécontents et de révoltés.

* * *

Encore une affaire qu'on veut supprimer dans le Québec. Vous ne pourriez vous imaginer quoi. Les râles de dindes tout simplement. Il paraît que cela nuit au commerce des marchands de volailles et alors ces messieurs font pression sur Québec pour que des mesures soient prises pour prohiber les tirages de dindes, qui sont devenus une coutume à l'occasion des fêtes. Je suis peut-être un peu bouché, mais je ne vois pas comment ces tirages de dindes peuvent nuire au commerce, les dindes qu'on râfle n'ont certes pas été volées, elles ont été achetées quelque part, que ce soit un marchand de volailles qui nous les vende au détail ou un groupe d'amis qui les achètent dans le gros et se les partagent avec en plus le plaisir de s'amuser un petit brin, les producteurs de dindes s'en débarrassent et c'est ce qui les intéresse le plus. Ces tirages augmentent la vente, car nombreux sont ceux qui gagnent des dindes en ces occasions qui n'en achèteraient pas autrement.

SOCIUS.

Un thé pour tous les goûts

THÉ
503F
"SALADA"

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

Conservons notre liberté

L'heure est grave, la situation trop sérieuse pour ployer l'échine en attendant les coups, sans faire un geste pour les parer.

Nous avons à faire face à ceux qui veulent nous détruire en nous enlevant la liberté théoriquement promise à tous et laquelle n'est effectivement accordée qu'aux forts, aux puissants, soit aux représentants des égoïsmes organisés.

L'union ouvrière se doit de reconnaître les efforts de ceux qui luttent pour conserver cette liberté chérie et ne se contentent pas de dormir sur le passé. Le passé a vécu, c'est irrémédiable; le présent doit nous préoccuper, mais l'avenir encore plus.

Deux choses s'affirment aujourd'hui plus que jamais: ce sont les rancoeurs et les rivalités qui doivent disparaître; pour cela un mouvement unifié s'impose.

L'histoire nous rappelle comment la liberté politique a été organisée; ce fut par la suppression des privilèges des nobles, pour être remplacés par une indépendance égale pour tous manifestée par le vote populaire.

Ainsi les citoyens sont devenus libres; mais leur liberté a été organisée de telle sorte qu'elle ne puisse porter atteinte à l'intérêt général. C'est exactement ce que nous devons faire aujourd'hui dans le domaine économique.

Il est incontestable qu'il souffle actuellement sur le monde un esprit dominateur outrancier qui, sans être partout aussi aigu que chez certains maniaques étrangers, n'en est pas moins à l'état latent chez un grand nombre de nos législateurs. L'Etat a de plus en plus tendance à se personnifier dans un seul homme, qui, pour se maintenir, doit entretenir dans l'oisiveté une bonne moitié de la population pendant que le reste est courbé sous le fardeau écrasant des taxes nécessaires à cet entretien.

Cet Etat, dis-je, menace de s'emparer de cette liberté qui nous a été garantie par nos pères et qu'on nous a enlevée petit à petit par la passation de lois spoliatrices.

N'est-il pas grand temps, maintenant que tous les corps de métiers sont organisés en unions, dont la force solidaire fait loi, au point qu'en vingt-quatre heures elles pourraient paralyser les services qui dépendent d'eux, n'est-il pas temps, dis-je, de crier: "Halte-là!"

UN DIFFEREND AU PORT DE MONTREAL

Il est rumeur que les employés des compagnies C. P. R. et C. N. R. tels que manutentionnaires de fret, commis de chemins de fer et de navigation, employés d'express et de stations, sont des plus mécontents du retard apporté par ces compagnies, de donner suite à la décision de la commission d'arbitrage qui avait été instituée l'été dernier, par le ministère fédéral du travail pour régler un différend entre les employés et les compagnies précitées, concernant une augmentation de salaires.

Les arbitres après avoir entendu la cause, rendirent un jugement en octobre dernier, accordant aux employés une augmentation générale de salaire de sept sous de l'heure; ce jugement aurait été accepté par les employés mais les compagnies n'auraient pas encore fait savoir si elles acceptaient oui ou non, c'est là la raison qui causera probablement un grave différend si les compagnies n'y répondent pas d'ici à quelques jours. Car au cours d'une réunion d'environ 600 employés aux diverses fonctions mentionnées, tenue ces jours derniers, sous la présidence du confrère Frank Hall, vice-président général, un comité a été nommé pour rencontrer officiellement les officiers des deux compagnies et leur demander si elles acceptaient le jugement du tribunal d'arbitrage. Au cas de refus une autre assemblée sera immédiatement convoquée pour prendre un vote de grève.

Au moment où nous allons sous presse il n'y a encore rien de nouveau dans la situation si ce n'est que les intéressés se préparent à prendre un vote de grève.

CHEZ LES EMPLOYES DE RESTAURANTS

La jeune union des employés d'hôtels et de restaurants, local 382, continue la poursuite d'une campagne de recrutement constante.

De nouveau, dimanche dernier, l'union tenait une assemblée encourageante à laquelle assistait plus d'une centaine de garçons de table, anxieux de connaître ce que l'organisation peut bien faire pour eux. Cette assemblée était sous la présidence de Jack Lenger, organisateur du local 382.

Les dirigeants ouvriers qui adressèrent la parole à la nombreuse assistance étaient MM. Paul Fournier, organisateur de l'union des chapeliers, local 49; Alfred Mathieu, président de la Loge Ste-Marie, de la Fraternité des wagonniers.

Le but de l'organisation a été expliqué aux nouveaux venus d'une façon claire et précise. Le local 382 a l'intention de tenir de ces réunions tous les dimanches dans l'après-midi afin de permettre à ceux qui ne peuvent y assister les autres jours d'être présents.

Il a été déclaré par l'organisateur Jack Lenger, que l'effectif de l'union dépasse actuellement 500 membres; que le cadre de l'union est placé dans 49 restaurants n'employant que des garçons ou des filles de tables qui sont porteurs du bouton de l'union.

La prochaine assemblée de propagande aura lieu dimanche, le 13 courant, à la salle des "Millinery Workers", 1207, rue Université, laquelle sera suivie de l'assemblée régulière de l'union.

LES TYPOS SE SOUVIENNENT

Les unions des métiers alliés de l'imprimerie sont en train de poursuivre une campagne d'organisation intense. C'est ce qui a été rapporté, au cours de l'assemblée mensuelle de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, samedi dernier, par ses représentants au comité général, qui s'occupe de l'organisation. Nous ne pouvons pour le moment donner des détails du projet en cours, mais nous en reparlerons plus tard, dans le *Monde Ouvrier*, quand l'organisation de cette campagne aura été complétée.

Les membres ont manifesté leur mécontentement des paroles prononcées par l'hon. M. Duplessis, lors de l'élection de Saint-Louis. Ils se sont énergiquement élevés contre les insinuations du premier ministre qui associe les unions internationales au communisme.

Une discussion animée s'engagea sur ce sujet, les membres protestant contre de tels propos, déclarant qu'ils sont des catholiques pratiquants et des canadiens-français, quoi qu'en disent leurs adversaires.

Une résolution de protestation a été votée à l'unanimité, autorisant le secrétaire Henri Richard à rédiger un mémoire à ce sujet et à le faire parvenir à l'hon. M. Duplessis.

Les typos se souviennent de leurs anciens confrères et amis défunts. Afin de continuer la tradition établie depuis plusieurs années, ils décidèrent de faire chanter un service anniversaire pour le repos de l'âme de leurs membres défunts. Ce service aura lieu en l'église Saint-Jacques, samedi le 26 novembre, à 11 heures de l'avant-midi.

Le représentant du local 145 au comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie, le confrère Henri Richard, donna un intéressant rapport sur les activités de ce comité; il cita des exemples montrant que ses membres travaillent à protéger les conditions du métier en citant en justice les violeurs.

Le comité nommé par le bureau général pour recueillir les offrandes des membres pour l'érection d'un monument à la mémoire de feu Charles P. Howard, ancien président général, fit un appel chaleureux aux membres d'y souscrire individuellement et en groupes, se déclarant assuré que les membres du local 145 feront honneur à leur réputation de générosité.

Le confrère A.-F. Ricard représentera le local 145 au Conseil des Métiers alliés de l'imprimerie, en remplacement du confrère Gus. Franco qui démissionna pour des raisons de santé.

La Ligue de l'Étiquette de l'union invite le local 145 à s'y affilier, dans l'intérêt de son étiquette, tout aussi bien que des marques syndicales en général. Attendu que cette question exige une dépense, pour la taxe per capita et pour l'affiliation, cette demande a été référée au comité exécutif.

Le comité exécutif prendra les dispositions nécessaires au vote referendum du 23 novembre.

Le confrère J.-. Blaquière présidait, assisté des vice-présidents J.-E. Jobin et Rodolphe Valiquette.

APRES LES ACCORDS DE MUNICH

Que pense le prolétariat allemand des accords de Munich? A cette question nous avons reçu la réponse suivante d'un ami vivant en Allemagne: "Da seule définition qu'on puisse donner de l'état d'esprit régnant est un sentiment de déception. Les gens sont assurément contents que la guerre ne soit pas venue, mais ils sont déprimés parce qu'ils aperçoivent dans cette solution un nouveau succès de Hitler et surtout parce qu'ils songent au fait que la situation devenue insupportable, va perdurer. Avec la meilleure volonté il est impossible

DANS LA CONFECTION POUR HOMMES

Intéressante, certes, fut la réunion bi-mensuelle du local 115 de l'Union amalgamée des ouvriers de la confection pour hommes, tenue lundi dernier, sous la présidence du confrère Côme Roy; il y avait de quoi contenter les plus difficiles, car deux intéressantes conférences furent entendues.

Me R. L. Calder, représentant de la Ligue des droits de l'homme, fut le premier conférencier, avec toute l'éloquence et l'habileté qu'on lui connaît, il fit un historique vivant de la désormais fameuse loi dite "du cadenas"; tout le monde en parle, dit-il, mais combien connaissent ce qu'on peut faire grâce à elle; c'est cette ignorance de cette loi qui fait dire à nombre de personnes, surtout dans le groupe canadien-français, qu'elle est nécessaire pour nous protéger contre la propagande communiste. Il définit le communisme tel qu'il l'entend et qu'il somme toute est une théorie économique discutable à bien des points de vue, mais ce n'est pas tant le communisme qu'on a voulu viser par cette loi mais bien le Travail Organisé que certains gros capitalistes voudraient voir disparaître de la surface du globe. Les membres des unions internationales ne sont pourtant pas si dangereux que cela, bien au contraire, ils s'efforcent de travailler conjointement avec tous les autres groupes de la société pour faire régner la bonne entente et l'harmonie, ils tendent la main vers tous ceux qui veulent les aider à améliorer les conditions de travail et à obtenir un salaire équitable. Il termina sa conférence en relatant comment cette loi fut présentée à la Législature de Québec et maintenant on voudrait qu'on fasse silence autour d'elle et des injustices qu'elle permet.

La deuxième conférence fut faite par le confrère Sénécal qui s'appliqua à faire l'historique du mouvement du congrès de la jeunesse, ses aspirations, son but, ce qu'il entend faire pour protéger la jeunesse d'aujourd'hui et celle de demain, tant pour la femme que pour l'homme. Il passa en revue la discussion soulevée au dernier congrès mondial de la Jeunesse concernant l'éducation de la jeunesse, l'étude des problèmes sociaux la concernant en particulier. Il mentionna le fait que des milliers de jeunes gens des deux sexes étudient les problèmes du Travail Organisé et comment faire du Canada un pays de paix, un pays où la jeunesse ne sera pas envisagée comme de la chair à canon mais bien plutôt comme les porteurs du flambeau de la civilisation.

Inutile de dire que les conférenciers furent écoutés avec la plus grande attention, ils furent élogieusement remerciés par le confrère A. Duquette qui déclara que Me Calder était réellement un vrai défenseur des droits de l'homme, il eut également quelques mots aimables pour le confrère Sénécal en qui il voit un jeune qui sera appelé à jouer un rôle prépondérant dans l'union des travailleurs de la confection, c'est ce qu'il faut, dit-il, des jeunes qui prennent à coeur notre mouvement, qui étudient, qui comparent et qui seront les leaders de demain.

de découvrir de l'enthousiasme devant le grand triomphe d'Hitler. La plupart des gens le lui accordent de fort mauvais gré et sont surpris que les pays démocratiques aient admis tout cela sans résister. A tout moment on entend dire: cela ne peut continuer ainsi; le sentiment général se traduit ainsi: à qui le tour maintenant et quand les fusils finiront-ils par se faire entendre quand même?"

BEAU GESTE DES OUVRIERS EN FOURRURE

Les membres des locaux 66 et 67, de l'union internationale des ouvriers et ouvrières en fourrure, réunis en assemblée plénière dimanche dernier, ont accompli un geste de solidarité des plus louables en votant la somme de \$5.00 par semaine au fonds de grève des ouvriers et ouvrières en sacs et à la firme J. Pottel and Son. C'est à la suite d'un appel financier du Conseil des Métiers et du travail, en faveur des grévistes, que cette action a été prise.

En outre de cela, une délégation des métiers de l'aiguille dirigée par MM. Ben Richisoff et G. Couturier, est venue également expliquer les raisons pour lesquelles les employés de cette firme avaient décidé de faire la grève. Les délégués ont affirmé que, au cours d'une conférence des métiers de l'aiguille tenue dimanche dernier, celle-ci décida d'accorder l'entier support moral et financier à cette jeune organisation, qui dans le moment présent lutte pour la reconnaissance de l'union et pour l'obtention de salaires plus rémunérateurs et de meilleures conditions de travail. En plus de cette généreuse contribution de l'union en l'occurrence, les membres se sont engagés à souscrire volontairement à chaque semaine pour aider les grévistes à obtenir justice.

M. Albert Roy, organisateur, donna lecture de nombreuses correspondances émanant du secrétaire général P. Lucchi, relativement aux efforts que l'union internationale déploie pour les ouvriers en fourrure de Montréal.

Afin d'aider à une réorganisation complète de l'union des ouvriers en fourrure, les confrères suivants: Harry Feldman et W. Couturier, ont été désignés par le président Ben Gold, pour remplir les fonctions d'agents d'affaires, avec le pouvoir entier de régler les griefs qui peuvent surgir dans les ateliers. On se souvient de la nomination de M. Albert Roy, comme organisateur pour la province de Québec; en y ajoutant les deux nominations précitées cela nécessitera une dépense supplémentaire à l'union internationale. Comme question de fait une somme raisonnable a été mise à la disposition du Conseil Conjoint de Montréal pour défrayer les dépenses encourues en rapport avec ces nominations.

C'est vendredi, le 16 décembre, qu'aura lieu le Bal annuel des ouvriers en fourrure, sous le patronage du président général Ben Gold, en la salle Auditorium, 375 ouest rue Ontario.

La séance était présidée par le confrère N. Morrier, assisté de la compagne Emérande Brien.

UNE GREVE DE CHEMINOTS EVITEE

La grève qui devait prendre place le 1er décembre parmi les 930,000 employés de chemins de fer américains, contre une réduction de salaires de 15 pour cent n'aura pas lieu. Les principales compagnies de chemins de fer des Etats-Unis ont annoncé ces jours derniers, qu'elles étaient revenues sur la décision qu'elles avaient prises de diminuer les salaires.

Elles espèrent bien qu'à la suite de ce geste, le gouvernement américain se montrera un peu plus empressé à leur venir en aide dans les difficultés auxquelles elles se heurtent. On se rappelle que bien qu'en face d'une situation assez grave, le président Roosevelt avait récemment conseillé à ces compagnies ferroviaires de ne pas mettre en force une diminution de salaires à leur main-d'oeuvre, leur promettant son appui devant le Congrès lorsqu'elles demanderaient à ce dernier de leur venir en aide.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Un Conseil National Economique

Nous pourrions, croyons-nous, revenir utilement en quelques lignes sur ce que notre ami Gustave Françoix a dit ici même, il y a quelque temps, d'un éventuel Conseil Economique. Ses commentaires à cet égard se rapprochent singulièrement de ceux de Sir Arthur Salter, le grand économiste anglais, spécialiste en questions ouvrières et sociales, et qui défendait récemment l'idée d'un Economic Advisory Council, auquel le Parlement accorderait une délégation conditionnelle. On référerait à ce Conseil les questions les plus importantes de la politique économique courante, à l'exclusion de celles encore controversées ou de celles déjà reconnues comme fondamentalement acceptées. Des rapports seraient publiés. Le Conseil désignerait certains comités, mais aucun ne serait permanent. Il tiendrait une session annuelle et son existence serait toujours conditionnée par les services rendus et son utilité effective. Telles étaient, d'après Sir Arthur Salter, les conditions limitatives qu'il accordait à son Economic Advisory Council.

Nous pourrions, à notre tour, rappeler à grands traits d'autres considérants justificatifs, à notre sens, de la formation d'un Conseil Economique.

La machine gouvernementale actuelle, d'inspiration démocratique, au moins dans nos pays anglo-saxons, se révèle souvent incompétente. Elle est d'ailleurs née d'une époque où l'ensemble et la masse de la besogne du gouvernement avaient exclusivement un caractère politique, et sa tâche en relation avec les progrès et les développements économiques était ou secondaire ou occasionnelle.

Et pourtant, les problèmes économiques, dont le nombre et la fréquence grandissaient sans limite, requéraient chaque jour davantage, une prévision et un programme de solutions mûrement étudiées, pensées, élaborées... puis mises en exécution et enfin poursuivies avec méthode et continuité. Or, un ministre moderne, si bien intentionné qu'il soit, même plein de compétence et de persistance dans l'effort, est et reste, avant tout, un personnage "politique". Il doit souvent, et malgré lui, improviser et se soumettre à certaines circonstances étrangères aux responsabilités économiques qui l'assailent. Il peut être un Titan... il est toujours un homme souvent fatigué et toujours harassé. C'est alors que, si un Conseil Economique était là, à sa portée, pour le soutenir, l'éclairer, le guider, les grands problèmes économiques bénéficieraient plus sûrement d'une solution sage, méthodique et raisonnée. Certes l'idée des Conseils économiques a ses détracteurs, notamment parmi ceux qui les ont vus à l'oeuvre, sous l'une ou l'autre forme, et les ont étudiés dans les pays totalitaires.

En Italie, par exemple, le fascisme économique, qui a refoulé toute liberté politique, exerce en outre, par toutes ses institutions gouvernementales, un contrôle strict et oppressif de la liberté économique. L'Allemagne n'est pas en reste avec l'Italie, à cet égard... et même en Union Soviétique, la centralisation de tout l'appareil gouvernemental qui domine la planification du pays, ne fonctionne qu'au dépens de la liberté personnelle, politique et économique tout à la fois... si bien que, dans tous ces pays totalitaires, toute institution gouvernementale est faussée dès son origine et sa mise en action. Il faut donc distinguer entre régime totalitaire et régime de tendance démocratique, note Sir Arthur Salter, et dans ce dernier cas, dit-il, "je persiste à croire qu'un Conseil économique d'inspiration démocratique peut, à la fois, projeter et agir, et sauvegarder la liberté personnelle sous les trois conditions suivantes :

Le Parlement déléguerait certaines de ses fonctions au pouvoir exécutif, c'est-à-dire le Conseil des ministres, sans abdiquer son ultime responsabilité. Ensuite, le Conseil exécutif accueillerait favorablement l'assistance de ceux qui dirigent et sont mêlés directement aux activités économiques du pays. Enfin, ces derniers accepteraient loyalement le contrôle de la collectivité et concevraient leurs projets de planification, en association avec le gouvernement et les organismes appropriés.

Telles sont les conceptions de Sir Arthur Salter. Elles sont, à notre avis, assez intéressantes pour être rapprochées de celles de nos chefs ouvriers. C'est pourquoi, avant d'y revenir plus longuement, nous avons tenu à les résumer ici, à leur intention et à celle de tous les travailleurs intéressés, les uns comme les autres, nous en sommes sûrs, à plus d'ordre et de méthode, dans les choses économiques confuses et désordonnées d'aujourd'hui.

JEAN PERON.

AVERTISSEMENT AUX EMPLOYEURS

Un avertissement sévère aux employeurs de la province de Québec qui cherchent à éviter les termes de la loi des salaires raisonnables et continuent de payer des salaires de famine à leurs employés, que ces tactiques ne seraient pas tolérées par le gouvernement, a été donné récemment au bureau de M. Duplessis par le premier ministre même de la province, au cours d'une discussion sur l'application de la loi des salaires ouvriers.

M. Duplessis a confirmé la nouvelle à savoir que d'ici à ce que le gouvernement ait pris une décision touchant le montant que devront payer les employeurs pour couvrir les frais d'administration de la loi

des salaires raisonnables, rien ne leur serait perçu, et il a souligné le fait que la question qui se pose devant le cabinet en cette matière était très complexe.

M. Duplessis laissa entendre clairement que la clause du pourcentage que les employeurs devront payer à l'Office des salaires raisonnables sur la liste de paye de leurs employés, sera certainement modifiée, mais il ajouta, immédiatement après, qu'il condamnerait le défaut de coopération de la part de certains employeurs.—L'Action Catholique.

—Je voudrais savoir si le rédacteur à lu les vers que je lui ai apportés hier?

—Il doit les avoir lus, car il est malade aujourd'hui et n'est pas au bureau.

Avantage pour l'un et l'autre

Le problème des affaires au Canada ne peut être envisagé autrement qu'en fonction de la vie nationale de tous les pays. C'est là un truisme admis en des régions encore moins industrialisées que la province de Québec. Il faut entendre par cette affirmation qu'on ne saurait concevoir de divergences d'intérêts entre le mode des affaires d'une part, et d'autre part la classe laborieuse, celle des consommateurs ou du public en général. Cette vérité implique que les principes qui sont actuellement à la base de la direction des affaires ne peuvent être changés, modifiés ou altérés sans que ces changements influent sur la structure générale du pays. En d'autres termes, chaque classe de la société ne peut poser d'acte collectif sans que toutes les autres classes n'en subissent les conséquences.

Voici un exemple: tout récemment la General Motors a rappelé au travail 35,000 hommes, cette puissante compagnie et ses 35,000 employés ont profité de cette décision. Mais ils n'en furent pas les seuls: les épiciers, les bouchers, les cultivateurs, les marchands de gros, les manufacturiers d'autres produits que les autos, tous ont constaté une augmentation de leurs ventes, et conséquemment de leurs profits. Et les médecins, les dentistes et autres professionnels, tout comme les marchands, ont pu augmenter leurs comptes en banque parce que leurs factures pouvaient être acquittées par leurs clients.

Ainsi donc, la reprise du travail par ces 35,000 hommes n'a pas été seulement à leur avantage et à l'avantage de la General Motors qui leur paie des gages. Elle fut également à l'avantage des marchands et de tous ceux qui récoltent les fruits de l'accroissement de la richesse. Les dividendes gagnés par la compagnie grâce à cette reprise ne sont presque rien, si on les compare aux revenus que cela représenterait pour les épiciers, les bouchers, etc., et pour ceux qui, comme les médecins, rendent à la société des services vitaux.

Ce renouveau des affaires de la General Motors a rendu service aux Etats-Unis, mais aussi, par voie de conséquences, au monde entier. Et spécialement au Canada, car de même que le chômage aux Etats-Unis est nuisible au Canada, de même la prospérité de cette grande république est un des principaux facteurs de notre prospérité. La satisfaction éprouvée par la direction de la General Motors, chaque patron de la province de Québec l'éprouve quand il peut prendre une décision semblable.

Il est très important que les problèmes du monde des affaires soient bien compris par le peuple, et surtout en ces années où les politiciens, fatigués, cherchent des victimes.

Dans un périodique important des Etats-Unis, des écrivains et des économistes bien connus ont traité récemment cette question avec une remarquable compétence. Il convient de citer notamment un passage qui fait songer à nous-mêmes, car la même situation, quoique sur une moins vaste échelle, existe ici. Les auteurs, MM. S.-H. Walker et Paul Sklar, écrivaient donc: "Consommateurs et ouvriers, soutenus et encouragés par l'administration Roosevelt, ont organisé des mouvements "hostiles"; les interprètes et les porte-paroles du peuple se sont attaqués à des lois et à des principes admis depuis longtemps, sinon depuis toujours; le peuple a approuvé ces attaques le jour du scrutin, et il a appuyé avec empressement de vastes expériences sociales".

Les auteurs de cet article auraient pu ajouter que le coût de ces expériences a été défrayé par des taxes imposées aux affaires. Et plus les entreprises industrielles doivent payer de taxes, fédérales, provinciales ou municipales, moins elles ont d'argent pour collaborer avec

Index des unions ouvrières Labor Unions Directory

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at l'Assistance Publique Hall, 400 Lagache-tiere St., East. President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis; Corresponding Secretary, J. E. Gariépy, 11 St. Paul West; Vice-Presidents, Pierre Lefevre, Room 10, Monument National, and J. Cuppello, 415 St. Catherine East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27. Newspaper Guild, Local 111. President, W. Forrest; vice president, C. Arpin; Recording Secretary, A. F. Ricard; Secretary Treasurer, James Philip. Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Ardouin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-S-MENUISERS D'AMERIQUE Local 134. — Président, F. Doucet, 1909 Cartier; vice-président, Elzear Bernier, 1508 Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefevre, 1182 blvd St-Laurent, chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6563 Delanau-dière, CR 8964; secrétaire trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gifford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Z. Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soirs de chaque mois au Monument National, 1182 blvd. St-Laurent.

TOM SHAW EST MORT

Dès sa première enfance Tom Shaw travailla dans une fabrique du textile. A l'âge de 21 ans il devient secrétaire de son syndicat local; depuis il occupa une foule de postes. On n'a certes pas oublié qu'il fut ministre du travail dans le premier gouvernement travailliste d'Angleterre et ministre de la guerre dans le second.

Jusqu'à sa mort, à l'âge de 66 ans, il fut toujours et avant tout l'homme qui représenta, sur le terrain national comme sur le plan international, les travailleurs du textile. A peu d'interruptions près, il fut de façon constante secrétaire de l'Internationale des Travailleurs du Textile depuis 1911 jusqu'à sa mort qui le surprit au service de son internationale.

Dans la plupart des sessions de la Fédération syndicale internationale, plus particulièrement de la F. S. I. et des secrétariats professionnels internationaux, Tom Shaw adopta, avec une lucidité et un humour exceptionnels et hautement appréciés de tous, une attitude qu'il défendit avec autant de ténacité que de logique: les questions de nature générale sont du ressort de la F. S. I.; les intérêts particuliers des S. P. I., lorsqu'on s'y attache et les prend au sérieux, sont si vastes, si importants et si intéressants, qu'ils suffisent pleinement à l'activité et à la tâche d'un secrétaire professionnel international.

Tom Shaw aimait cette tâche dont il connaissait toutes les difficultés, qu'il s'agisse de comparaisons internationales des salaires ou d'égalisation internationale des conditions de travail. Ce qui pouvait être fait, il le poursuivait de toutes les forces de son étonnante ténacité, mais s'il convenait de se maintenir à l'écart de quoi que ce soit, il se révélait, avec une ardeur égale un maître dans l'art de savoir se borner!

leurs associés naturels. Et ces associations ne sont autres que les ouvriers.

Au cours de précédents articles, nous avons fait observer que les hommes d'affaires du pays sont restés silencieux, car en général l'homme qui sait qu'il n'a rien à se reprocher ne cherche pas à s'expliquer. Mais il y a un réveil qui se constate au pays. Et l'on se dit que les cultivateurs, les ouvriers et les hommes d'affaires doivent bien se rendre compte qu'ils sont pour toujours solidaires. — Communiqué.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE. Loge Ste-Marie No 284. — Assemblées régulières: 2e et 4e vendredis de chaque mois, dans la salle Poleski, 1956 rue Frontenac. Président, Alfred Mathieu, 2348 Chapleau, CH 6150; vice-président, Roméo Delage, 4557 Garnier, AM 4016; secrétaire archiviste et correspondant, Alcide Montpelt, 2148 Davidson, Frontenac 5986; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505 Delorimier; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 rue Aylwin, AM 1880; guides: O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2046 rue Omer, Longue-Pointe, CL 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5693, 5e Avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e Avenue Rosemont; maître de cérémonies, T.-J. Smith, 5501-11e Avenue, Rosemont; Comité local de protection: président, H. Vaillancourt, 2494, Rouen, FR 5500; secrétaire du comité, H.-J. Limoges, 3973 Ste-Catherine Est, AM. 0471. Membres du comité: P. Nolet, 7350, rue St-Hubert, CR. 0900. D. Allaire, 1833 St-Germain, FR 3379; Joseph Gour, 1970 Gauthier, AM 9177; Alfred Gauthier, 2105 Préfontaine, FR 1502; auditeurs: E. Deniger, 2402 Chapleau; D. Roy, 4502 Cartier; D. Laporte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: P. Dubuc, 2006 Orleans.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-S ET MENUISERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président J.-A. Chamberland; vice-président, B. Bernier; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefevre; gardien, M. L'Heureux; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier. Assemblée chaque mercredi à 8 h. du soir au Monument National, ch. 10.

- Unions locales affiliées.
- U. L. 134, s'assemble tous les lundis au monument National, chambre 11.
 - U. L. 178, s'assemble les 1er et 3e jeudi au Monument Nationale, ch. 10.
 - U. L. 1127, s'assemble le 2e et 4e lundi au Monument National, chambre 15.
 - U. L. 1244, s'assemble le 2e et 4e jeudi au Monument National, chambre 15.
 - U. L. 1300, s'assemble le 1er et 3e lundi, à 4030 Notre-Dame ouest.
 - I. U. 1375, s'assemble le 1er lundi du mois, 150-1ère Ave. Lachine.
 - L. U. 1558, s'assemble le 1er vendredi du mois, 1651 Letourneux.
 - U. L. Membres Associés, s'assemble le 2e mardi seulement, Monument National, à la chambre 11.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. Local 349. — S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au No 1331A rue Ste-Catherine est. Président, A. Renaud, 600 Congrégation, Fitz. 0995; Vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boisselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 Boulevard Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dame Est; Auditeurs, Arthur Bolsmann, 4621 Colonial; Clovis Gullbeault, 5614 Delorimier; Gaston Renaud, 5023 Chambord; gardien, Joseph Girard, 8145 Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE. Local 249. — Boot & Shoes Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Beland, 6289 Blvd. St-Laurent; 1er vice-président, Paul Métayer, 1468 Dorion; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1760 Panet; secrétaire-archiviste correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Chs. McKercher, 1331A Sainte-Catherines Est, CH 6511, privé CL 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM 7062; sentinelle, André Bouchard, 5833 Christophe-Colomb. L'Exécutif s'assemble le 2e et 4e mardi de chaque mois, à 1331A Ste-Catherine Est. Président, D. Donaldson, 368-9e Avenue, Pointe-aux-Trembles; vice-président, Orville Drollet 4104 Bordeaux; secrétaire, N. Polrier, 2137 Champlain.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL. Local 790. Association des Employés de Tramways électriques et de Chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America. Quartiers généraux — Headquarters, 1152, rue Saint-Denis, tél. LA 2503. Officers: Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O. A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'Exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES CARTIER No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois. Président, J.-W. Blaquière, 4217 St-Zotique, CL 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3592, Dorion, AM. 7034.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame West. Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; Marquette 7489.

La situation internationale

La commission administrative de la Confédération Générale du Travail française (C.G.T.) adoptait le 1er octobre, lendemain de la conclusion de l'accord de Munich, une résolution sur la situation internationale. Cette résolution ne recueillit pas l'unanimité; pour la première fois depuis le congrès d'unification de Toulouse on prit une résolution de majorité. Le passage contesté, qui fut adopté par 18 voix contre 7, a la teneur suivante: "La commission administrative constate que les accords de Munich découlent de cette politique de persévérance dans les négociations et elle se félicite que ces accords aient évité le pire dans l'immédiat en suspendant la course à la guerre".

Les camarades qui votèrent contre ce passage y aperçoivent comme une sorte de reconnaissance de diktat de Munich. A la suite du cours pris entre-temps par les événements, le problème a été rédiscuté cette fois-ci devant le comité confédéral de la Confédération Générale du Travail. Les mêmes objections s'y sont faites réentendre. Mais d'un autre côté une partie des orateurs adoptèrent pour point de vue que, comme Chevalme le déclara, la résolution du 1er octobre a enregistré simplement les accords de Munich du 30 septembre et se félicitait du fait qu'en tout cas le pire était évité. Il est encore impossible à l'heure actuelle de répondre à la question de savoir, avec une certitude approximative, si en l'absence de cet accord on en serait venu à la guerre ou non. Au contraire partisans et adversaires du passage incriminé concordant à estimer qu'abstraction faite des effets immédiats, l'accord de Munich est le prélude d'un nouveau Versailles, un Versailles de Hitler. Déjà dans la résolution du 1er octobre les autres passages, ceux votés à l'unanimité, expriment cela avec clarté.

La session du comité confédéral s'ouvrit sur une déclaration de Léon Jouhaux qui, passant outre aux incertitudes et imbroglis du présent et ayant indiqué que pour l'instant on a simplement évité le pire dans l'immédiat, fait porter les regards vers l'avenir. Jouhaux dit à ce propos: "Je n'ai vu personne venir affirmer ici que nous avons évité la guerre définitivement. Et bien moi je vais vous dire: je n'y crois plus à la guerre; elle est impossible dans les circonstances actuelles; ce serait une guerre vaincue avant d'être commencée, car il n'y a qu'à voir ce qui se passe; il n'y a qu'à voir la situation internationale, se rendre compte de l'encerclement presque total dans lequel nous sommes".

En fait au cours des dernières années la "sécurité collective" s'est transformée en insécurité collective et est à peu près devenue la sécurité collective pour les agresseurs de voir se réaliser tous leurs desirs! Cette situation ne peut sûrement pas être imputée au prolétariat. Il était prêt à consentir tous les sacrifices pour la sécurité collective au moment où celle-ci pouvait encore signifier la défaite certaine des agresseurs. C'est justement pour cette raison que le prolétariat a le droit et l'obligation d'appeler l'attention sur le nouvel état de choses et d'en tirer les conclusions qu'il faut.

Il est hors de doute que Hitler ne se contentera pas de ses victoires remportées sans qu'il lui faille se battre. La seule question qui se pose est de savoir dans quel sens ses agressions futures porteront. Jouhaux déclara à ce propos: "Je ne lirai pas *Mein Kampf!* parce que pour moi Hitler peut déclarer à l'égard de la France ce qu'il veut. Ce n'est pas en direction de l'ouest qu'il se dirige, c'est en direction de l'Est, c'est vers l'Europe centrale".

"Mein Kampf" ce livre auquel Hitler s'est jusqu'à présent tenu plutôt fidèlement dans son comportement, confirme, en fait, cette thèse mise depuis des années en évidence par la Fédération syndicale internationale. Le passage fondamental est le suivant: "Ainsi nous national-socialistes nous mettons délibérément le point final à

l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous reprenons où l'on s'arrêta il y a six siècles. Nous arrêtons la séculaire poussée germanique vers le sud et l'ouest de l'Europe, et tournons le regard vers les terres de l'Est". "Quand nous parlons à l'heure actuelle de nouvelle terre en Europe, nous ne pouvons avoir surtout dans l'esprit que la Russie et les pays limitrophes assujettis". "L'immense empire de l'Est est mûr pour l'écroulement et la fin du règne des juifs en Russie sera également la fin de la Russie en tant que Etat".

Comme Roosevelt, Jouhaux aperçoit le seul moyen de salut pour le moment dans une conférence internationale à laquelle participeraient tous les pays intéressés, l'URSS comprise.

Cette conférence devrait avoir pour souci dominant l'aboutissement d'une entente économique générale raisonnable. Une telle entente économique nécessite plus encore qu'une entente politique, la collaboration de tous. Hitler y est-il disposé? Toute sa politique ne visa-t-elle pas depuis le début, à éviter les solutions véritablement internationales, à saboter de telles solutions et, surtout, à tenir l'URSS à l'écart de toute solution? A l'heure actuelle, alors que cette politique connaît son plus haut triomphe, et est presque devenue aussi la politique des autres Etats, se rangerait-il à une telle solution? Et une telle entente ne doit-elle pas craindre de ne pas sortir du domaine éthéré des nobles souhaits?

Quoi qu'il en soit il faut que le prolétariat (qui, fidèle à ses principes, doit faire accorder audience à la voix des petits peuples) agisse dans le sens d'une solution reposant sur une base aussi ample que possible. Même s'il est impossible d'éviter complètement des "blocs" et des divisions politiques, il ne pourrait sûrement pas se produire de solution complète des problèmes économiques si on laisse hors de considération d'immenses territoires de production. Les faits économiques doivent se prouver plus forts et le feront d'ailleurs, que les penchants ou les aversions politiques.

C'est au reste dans ce même sens que la résolution, adoptée à l'unanimité moins 13 abstentions, se prononce pour des "solutions constructives", "destinées à réparer les erreurs des traités": "il faut construire la paix sur des fondements solides, sur des accords économiques, sur la répartition équitable des matières premières, sur l'assainissement international du système monétaire, sur le respect et la garantie des droits de chacune des nations". Il faudrait convoquer "une conférence mondiale réunissant tous les Etats, sans qu'aucun d'eux puisse être exclu pour des raisons idéologiques ou des motifs de constitution politique. Les problèmes soumis à cette conférence, une fois réglés par elle, devraient comporter comme complément indispensable le désarmement général". Au même propos, on poursuit: "Le comité confédéral affirme que la défense de la paix implique la réalisation de l'unité syndicale internationale et qu'il appartient aux travailleurs de hâter cette réalisation en apportant la démonstration que rien ne les sépare et qu'ils ont compris que la paix a besoin de leur volonté commune". —(F. S. I.).

LES EMPLOYES DE TRAMWAYS PROTESTENT

L'union des employés de tramways et de chauffeurs d'autobus, division No 790, tenait mercredi de cette semaine, une assemblée des plus intéressantes en rapport aux questions soumises et discutées.

Le confrère Gérard Gagnon était au fauteuil, assisté du vice-président Georges Gagnon, du secrétaire A. A. Neveu ainsi que du trésorier Alberto Brodeur. Après la lecture du procès verbal de la réunion précédente et de l'adoption du rapport de l'exécutif qui était chargé de questions financières et de recommandations pour le bien-être de l'union, les membres qui étaient plus nombreux qu'à l'ordinaire, eurent le plaisir d'entendre une conférence instructive qui fut donnée par Me R. L. Calder, celui-ci a parlé des libertés civiles et des droits de l'homme dans cette province. Il souligna que la Société canadienne des droits de l'homme avait entreprise de défendre les libertés de tous les citoyens canadiens, en portant des causes-types devant les cours de justice, le comité juridique de la Société est d'avis que ces causes prouveront que la loi du cadenas est inconstitutionnelle, le législateur lui-même, dit-il, a été pris par surprise et il l'a voté sans la connaître. Il cita plusieurs autres exemples qui ont trait aux bills 19 et 20. Me Calder fut vivement félicité et remercié par le président Gagnon.

Par un vote unanime une résolution a été adoptée, à l'effet de protester contre les insinuations malveillantes du premier ministre, l'hon. M. Duplessis, telles que rapportées par les journaux, au cours de l'élection dans Saint-Louis, que les unions internationales tendent vers le communisme et que M. R. Trépanier était lui-même un sympathisant communiste et comme tel était devenu une nuisance publique. Une copie de cette résolution sera envoyée au premier ministre et aux journaux pour publication.

Les rapports de l'agent d'affaires Raoul Trépanier et de l'organisateur Alberto Brodeur relativement à certains griefs qui ont été redressés par la compagnie; et de nombreuses visites rendues aux divers départements par l'organisateur, en rapport avec le recrutement de nouveaux membres, furent acceptés et appréciés par l'assemblée.

A NOUS LA LIBERTE

Nous accueillons avec plaisir la venue d'une autre revue mensuelle intitulée "A Nous la Liberté".

Son ambition est de définir une attitude en face du mal social, en face de ce qu'il faut détruire et en face de ce qu'il faut créer. Beaucoup de gens trouvent que tout va irrémédiablement mal et jugent inutile toute tentative d'amélioration; d'autres au contraire trouvent que tout va très bien et seraient bien bêtes de faire quelque effort pour changer quoique ce soit. Enfin nombreux sont ceux qui souhaitent que tout marchât mieux, cependant faute d'énergie ou de lucidité, se mettent à la remorque de systèmes qui ne peuvent qu'aggraver le mal; quand à la direction elle tâchera par une saine publicité d'établir les bases d'une société qui sera au service de l'homme au lieu de l'asservir.

Le prix de l'abonnement à "A Nous la Liberté" est de \$1.00 par an. S'adresser à M. Gérard Pager, au No 6 rue St Hubert, Pont Viau.

Nous lui souhaitons à ce nouveau confrère tout le succès possible dans la diffusion des idées nouvelles.

—Justin est un homme bien heureux: il n'a jamais de comptes à payer.

—Vraiment?

—Personne ne veut lui faire crédit.

MES PIEDS SONT DE VRAIS BLOCS DE GLACE — J'AI SENTI MA TÊTE BRÛLER — L'AFFREUSE GRIPPE ME TRACASSE — C'EST ASSEZ POUR VOUS ALARMER!

VOICI LE CITRON, L'EAU BOUILLANTE ET LE SUCRE (POUR LA DOUCEUR), MAIS LA PONCE N'EST BIENFAISANTE QU'AVEC DU "JOHN DE KUYPER"



GIN De Kuypers

10 onces 85¢
26 onces \$1.90
40 onces \$2.65

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON Distillateurs Rotterdam Hollande
MAISON FONDÉE EN 1693

Le vrai goût de Hollande a toujours distingué ce vieux gin bienfaisant et les vrais Canadiens l'ont toujours préféré depuis plus de cent ans!

LE CONGRES DES EDUCATEURS

Trente vœux ont été adoptés au cours du congrès des Educateurs qui s'est terminé à Québec cette semaine.

Voici quels sont les principaux vœux:

- Que des leçons de sciences sociales et civisme soient portées au programme de l'enseignement primaire supérieur;
- Que les éducateurs catholiques étudient la doctrine sociale de l'Eglise et s'appliquent à la diffuser;
- Que des retraites fermées soient organisées pour les éducateurs;
- Que l'éducateur s'efforce d'assister à la messe paroissiale de son église et qu'il s'enrôle dans les groupements tant spirituels que patriotiques de sa paroisse;
- Que durant le cycle des études, la famille et les éducateurs se fassent un devoir de créer autour de l'enfant une atmosphère favorable où il pourra assurer sa formation intellectuelle;
- Que les principes de l'école active soient mis en pratique par tous les éducateurs;
- Qu'un instituteur primaire religieux et un instituteur laïc de l'enseignement primaire siègent au comité catholique du conseil de l'instruction publique;
- Qu'un comité pédagogique provincial soit formé à brève échéance;
- Que les parents soient réunis à l'école pour une conférence pédagogique quatre fois l'an;
- Que le gouvernement invite les commissions scolaires à créer un fonds commun pour venir en aide aux instituteurs et institutrices malades;
- Que des cours du soir soient organisés au Fonds de Pensions;
- Que le lundi de la troisième semaine de chaque mois soit reconnu comme jour d'éducation nationale dans toutes les écoles de la province;
- Qu'une enquête soit instituée en premier lieu dans la province et le pays sur la diffusion de l'enseignement religieux par les livres et les méthodes.

L'ETIQUETTE SYNDICALE

La Ligue de l'étiquette de l'union marche de progrès en progrès. Son infatigable président le confrère P. J. Ryan, ne cesse de déployer son dévouement à la cause qui ferait le bonheur des ouvriers unionistes si elle était mieux comprise.

Le président Ryan déclarait au cours de la réunion bi-mensuelle de cet organisme, mercredi de cette

IGNORANCE REGRETTABLE

Il nous arrive très souvent de causer avec des ouvriers appartenant à leur organisme professionnel et de constater avec infiniment de chagrin, la presque complète ignorance des lois ouvrières et plus particulièrement de celle des contrats collectifs et des salaires raisonnables.

Que l'on constate cette ignorance chez un employé de banque ou de bureau cela serait excusable, mais une telle ignorance chez les ouvriers devient un mal très sérieux. C'est ce qui explique que dans maints cas les intérêts des ouvriers soumis à l'une de ces deux lois, sont sacrifiés.

Comme nous le recommandons depuis l'adoption de ces deux lois, nos ouvriers et les officiers plus particulièrement devraient lire et étudier ces lois comme les autres afin de savoir quoi faire au moment propice.

LES COMITES PARITAIRES

M. Joseph Matte, secrétaire du Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec, s'est prononcé, récemment, au cours de la réunion régulière des internationaux, contre le fait que les comités paritaires siègent au Secrétariat des Syndicats catholiques.

"Nous ne demandons pas que les comités viennent siéger chez nous", a-t-il déclaré. "Même plus, nous sommes opposés à ce qu'ils siègent à tour de rôle ici et là-bas. Nous voulons simplement qu'ils tiennent conseil dans un endroit neutre de façon à rester au-dessus de la mêlée."

semaine, à laquelle assistaient une vingtaine de délégués des unions affiliées, que les unionistes ne devraient jamais perdre de vue que l'étiquette de l'union est de toute première importance pour les travailleurs organisés, le facteur le plus utile à l'organisation ouvrière.

"Presque tous nos ennuis, dit-il, proviennent de notre indifférence à l'égard de notre marque syndicale. Ne soyons plus si négligents à l'avenir, apprenons à suivre une idée; pensons pour notre propre compte, utilisons toutes les occasions qui nous sont propices pour patroniser l'étiquette qui apparaît sur les produits que nous achetons, et ensuite notons les résultats."

Plusieurs autres questions furent discutées dans l'intérêt de la marque syndicale.

A. F. of L. Seeks Labor Peace, Green Says

In the Interest of Unity, Federation Is Willing to Take Up Dispute With C. I. O. at Point Where Conference Terminated Last Year; Agreement Held Possible If Efforts to Effect a Settlement Are Based On Sincerity.

Washington, D. C. — The American Federation of Labor sincerely desires solidarity in the labor movement and earnestly believes that unity is possible if peace efforts are sincere and disinterested, William Green, president of the American Federation of Labor, said, in an editorial in the American Federationist entitled "Unity Within the Labor Movement." To this end, the Federation, he declared, "has offered to take up the dispute where we left off a year ago, to meet at the conference table again without commitment and without reservations."

The text of Mr. Green's editorial follows:

"There can be no question but that wage-earners throughout the country and the Nation as a whole want a united labor movement. The Houston Convention authorized the Executive Council to stand ready to respond to any genuine appeal for peace or any honorable and sincere opportunity to reunite the labor movement.

Dual Organization Difficulties Increase

"The American Federation of Labor believes the difficulties in the way of unity are not insurmountable if there are sincere and disinterested efforts to make peace. Questions of overlapping jurisdictions, rights in union benefit systems, treasuries, etc., can be solved when the will to unity can prevail.

"The difficulties and embarrassments growing out of dual organization and conflicting dual policies are increasing and multiply the responsibility of whatever interest blocks the way to action.

"These union officials and organizations who were educated and disciplined in the ranks of the American Federation of Labor cannot free themselves from the consciousness that only disciplined, coordinated action can protect and maintain the interests and welfare of the wage-earners of this country.

Secession Jeopardizes Union Interests

"There is not one who does not realize that the traditions and union interests of their membership are jeopardized by secession from the American Federation of Labor. Disruptive policies and programs always attract those whose stock in trade is devotion to 'radical' theories and propaganda. Those interested in changing our social institutions and structure seize upon Labor's hour of need as their opportunity.

"Not only have trade unions been embarrassed and handicapped in perform-

ing their responsible duties and functions, but employers who wished to develop sound and permanent practices of collective bargaining and government administrators have been charged with doing even-handed justice to all.

"Multiplicity of counsel provided apparently easy excuse for those seeking escape from the proposals of the American Federation of Labor with its established traditions of responsible dealings in the interests of Labor.

Way to Peace is Open

"The report of the Executive Council to the Houston Convention related our efforts to negotiate peace with the secession group through an agreement which would provide for the adjustment of the issues that must be settled.

"Following the Denver Convention representatives of both groups agreed upon a formula only to have the proposal vetoed by the chairman of the secession group. But the American Federation of Labor has offered to take up the dispute where we left off a year ago, to meet at the conference table again without commitment and without reservations.

Rights Must Be Preserved

"We want to negotiate peace—peace that provides the basis for unity and coordinated progress. The negotiation of peace, as we well realize, carries with it responsibility of assuring the rights of those concerned, together with the machinery for meeting problems that arise from day to day so that the spirit and structure of unity can be maintained.

"The Executive Council of the American Federation of Labor is charged with responsibility for carrying out the policy of conferences to reach a mutually acceptable basis for lasting peace, not surrender of our rights."

A RETROSPECT VIEW OF LAST ELECTION

At a time when sections of the press and spokesmen for various political parties are voicing interpretations of the results of the recent by-elections in Stanstead and St. Louis counties, the executive of the Canadian Civil Liberties Union considers it necessary to make clear the viewpoint of those whose interest in the by-elections was that of defenders of civil liberty.

In St. Louis, the anti-labor policy of the Duplessis Government, as expressed in Bills 19, 20, 88 and the Padlock Law, was one of the main issues in the campaign. The National Union candidate, Mr. Louis Fitch, defended the Government's Labor measures, while Mr. Raoul Trépanier, the Liberal-Democrat candidate, asked the electors to express their disapproval of the Government's legislation by casting their votes for him.

The result of the election, which gave Mr. Fitch a majority of 71 of the 3,047 votes cast, has been cited by Mr. Duplessis, Mr. Fitch and sections of the press as evidence to support the contention that the Government's policies have the approval of the electorate.

Is this the case? In voting for Mr. Trépanier, 1,488 electors voted against Bills 19, 20, 88 and the Padlock Law. The majority of these voters were French-Canadians as shown by a poll-by-poll examination of the returns. While Mr. Fitch polled 1,559 votes, according to the official returns, a great many of these were cast in polls in which Jewish voters predominated and in response to Mr. Fitch's appeal for support from his fellow Jews. It is evident, therefore, that by no means all of the votes cast for Mr. Fitch

were expressions of approval of the Government's policies.

Those seeking to evaluate the election returns must also bear in mind that in a by-election, with a general election still three years off, the candidate of the Government has many obvious advantages. It will be recalled that Mr. Fitch emphasized in his speeches the fact that Mr. Trépanier would have no patronage to administer if he were elected. It must also be borne in mind that Mr. Fitch had the resources of the entire Government party at his disposal.

Since the election it has been charged that many votes were fraudulently cast. That these charges have some basis in fact would appear to be indicated by the arrest of a number of persons on charges of impersonation. It is noteworthy that in at least two polls, Nos. 28 and 45, more ballots were cast than there were voters inscribed on the electoral list. In poll 12, 70 ballots were rejected. It is probably safe to assume that the number of votes cast by "telegraphers" totalled in the hundreds.

Mr. Duplessis' claim that the result in Stanstead also vindicated his policies is not borne out by an analysis of the returns which shows that the voters in the urban centres repudiated the Government's program by voting overwhelmingly for the Liberal candidate.

Canadian Civil Liberties Union,
Executive Committee,
D. T. Goodwin, Secretary.

Dirty Work—Rastus: "Brothaw president, we needs a cuspidor."

President of the Eight-Ball Club: "I appoints Brother Brown as cuspidor."

Silicosis and Dust Diseases

Geneva. — The importance of "team work" — that is, the co-operation of scientists from various fields — in solving the problems of silicosis and other dust diseases, was emphasized by Dr. A. J. Orenstein of Johannesburg, South Africa, in addressing the World Silicosis Conference here this month. Dr. Orenstein who is chief Medical Officer of the Rand Mines Ltd., was chosen unanimously as Chairman of the Conference.

Pointing out that in some countries, notably Great Britain and South Africa, the combined knowledge and special training of various types of scientists had been of great value in elucidating the problems of silicosis, Dr. Orenstein urged the need of further research and further co-operation, particularly on the part of modern physicists.

Dr. R. R. Seyers, Senior Surgeon and Chief of the Division of Industrial Hygiene of the United States Public Health Service, who discussed conditions in the United States, expressed similar views.

"As for the total problem of silicosis", Dr. Seyers said: "I think there is no doubt that it is considered a problem in many professions and that it is a team problem. Each profession will contribute a certain part, but it must all be correlated.

"We have been using, for a number of years, many of the professions in trying to solve the problem in the United States. We have physiologists, chemists, biochemists, and engineers of various kinds — mechanical engineers, chemical engineers and mining engineers — each contributing something different. The geologists and petrographers are each contributing towards the solution of the problem.

"I think Dr. Orenstein will agree that, after all, it is a medical problem and probably will need to be guided and the data correlated by the medical profession with the help of other professions. We have found that to be the most advantageous method of approach in our groups in the United States. As regards the physicists, we have not one but several of them trying to throw some light on this and other industrial problems. This is not an easy problem for the physicists to throw light upon. They have had difficulty in doing work that would seem to be practical. Most of it has been quite theoretically and, should we say, fundamental science.

"It does seem, however, that some practical data will come from it that will be available for the solution of the problem."

Dust-sampling experiments made recently in South Africa with the newly-developed thermal precipitator disclose that dust from blasting constitutes a greater silicosis hazard than that from any other mining operation, according to a report submitted to the World Silicosis Conference here this month. The re-

port, which was prepared by H. S. Patterson of the Physico-Chemical Investigation Department of the Transvaal Chamber of Mines in Johannesburg, was widely discussed by medical experts attending the Conference.

Devised by British scientists and introduced in South Africa by the British Government, the thermal precipitator makes use of the physical law that a hot body repels small particles onto a cold body placed in its vicinity. Essentially, the device consists of two metal cylinders against which are placed two glass microscope cover slips. Between these slips is an electrically-heated wire, and as the air to be sampled passes this wire it precipitates such dust as it contains onto the two glasses.

Samples of dust from blasting, the report disclosed, were found to contain about 109,400 particles per cubic centimetre in dust from wet drilling and 2,200 in ore-bin dust. Of these, the number of particles measuring two microns or less, that is the number corresponding in size to those most frequently found in the lungs of silicosis sufferers, was approximately 85,000 per cubic centimetre in blasting dust, 2,200 per cubic centimetre in dust from wet drilling, and 1,600 in ore-bin dust.

Discussing "Mineral Dusts Found in the Outside Air", the report says:

"On a still day the number of particles of a silicious type suspended in the air is very small. In the city of Johannesburg, even in dust storm, the number of such particles is only of the order of 10 per cubic centimetre, about half of these being smaller than two microns. The number of dust particles in a thick dust cloud stirred up by a car on an un-tarred road is rather higher, about 200 per cubic centimetre, but this dust again is of a coarse type.

"In the neighborhood of mine sand dumps in a thick dust cloud on a windy day, the numbers are also of the order of 200 per cubic centimetre, but the dust is somewhat finer, the greater number of particles being of a size of about one micron."

NATIONAL DEBTS RISE


The National debts of Great Britain has increased, largely because of the Great War in 1914-1918 and war preparations in the last several years, to approximately 40 billion dollars.

If war excitement continues in Europe, the debt will rise, for the British will have to maintain and train troops and manufacture more armament and supplies.

The national debt of the United States was \$37,363,487,256 in September. The Federal Government has authority under act of Congress to increase it to \$45,000,000,000. The expectation is that in 1939 it will rise to \$40,000,000,000, and equal Britain's debt.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER



MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

152 ANS

Brewed in Montreal
since

152 YEARS

Democracy Is Best!

Combat Dictatorship by Democratically Planned Publicity.
The Principles and Teachings of a Famous Book.

By BERNARD ROSE.

The most successfully governed country is that in which all classes co-operate to promote the general welfare. There can be no such effective co-operation in countries where the form of government is such, that those who produce as wage earners, technicians, or executives are denied the right to choose freely the political directors or administrators of the nation. The Scandinavian nations and the Anglo-Saxon countries are the best examples of popular government. Democracy must by its nature be a government of trial and error. It is an old truism that we learn by our mistakes and profit by experience. Such mistakes and experience lead to social, economic and political adjustment.

In the totalitarian lands the supreme head can make all the mistakes he likes without being subjected to political reproof. He deems himself infallible and his decisions or judgments final and without appeal. He can and does regiment labor to carry out his plans regardless of the economic or social consequences to those in his power. If it suits his purpose he calls the nation to arms to wage a war of conquest or retaliation. Every modern invention is exploited to further his designs. The youth of the land are induced to believe that only their country is worth living in and fighting for. The Press, the Radio, and the Platform are the agencies and instruments to intimidate, persuade, and cajole. Verbal or written criticism or opposition to the Dictator's policies or views are rigorously prohibited and suppressed. Those who enjoy the Dictator's temporary confidence or goodwill regard themselves as very fortunate. This begets on the part of these sycophants, a feeling of contempt for those not so favored, and a readiness to go to any length the Dictator suggests or commands.

When we compare the attitude of a Roosevelt, Chamberlain, Mackenzie King and Ernest Lapointe toward their fellow citizens and that of a Stalin, Hitler or Mussolini, we begin to appreciate the overwhelming advantages and superiority of the democratic system of government and administration.

In the totalitarian countries the people as such have no voice on the issues of peace or war. They are simply automatons moving and functioning as the Dictator suggests.

The question that the people in democratic countries frequently ask is, why the presumably intelligent workers tolerate the inhuman bondage that they would not tolerate for an instant. This applies equally in the case of Russia, Italy, and Germany.

One can quite understand that the subjugated masses in the regimented countries find conditions intolerable, but are aware that revolting or rebelling will entail an enormous sacrifice. Such sacrifices have been made in the past. Democracy is the conclusive and convincing evidence of such sacrifices having been made.

The situation being what it is, it is difficult for the workers in the free lands to urge the exploited toilers in the dictator lands to rise in their might and overthrow their tyrants. What this means in the loss of human lives can be understood by those who have some knowledge of history. It must nevertheless be pointed out that the spreading of totalitarianism is a menace to the emancipated lands. The free workers in the democratic countries are thus interested in the welfare and future, political and economic, of the masses in the Fascist and Communist lands. The interest becomes vital because of the readiness of dictators to plunge their countries into war utterly regardless of the mutual slaughter such a war brings with it.

One can only suggest that the leaders of the three principal regimented lands be fought with the weapon they so successfully used to capture the imagination and obtain the support of the youth and the dissatisfied portion of the proletariat.

How fearful the Fuehrers and Leaders were of democratic forms was shown in the prompt way they proceeded to abolish every forum and agency that permits an expression of public opinion. There is no public opinion in the totalitarian countries. Yet, the dictators fear nothing so much as this public opinion which they were, and are still at such pains to suppress. As this public opinion begins to influence the masses it generates a feeling of dissatisfaction that makes for industrial apathy and a progressively increasing anger against the regime. Imprisoning, exiling, and executing the leaders of the silent workers' rebellion will not prevent its cumulative repercussion.

It may not be internationally ethical or diplomatic for the statesmen in the popularly governed countries to criticize and repudiate dictatorships, but there is no such inhibition or restraining influence to prevent the workers in democratic countries encouraging the workers in Italy, Germany, and Russia striving to free themselves from the tyranny of implacable and ruthless dictatorship. The organized workers in the politically advanced nations having learned to what lengths dictatorships go are compelled as an urgent matter of economic and political self-preservation to exert every influence they can through, with, and by propaganda, to effectively undermine the influence of the Hitlers, Stalins and Mussolinis.

The beginning of the Industrial Era created a working class entirely dependent upon their wages or salary for their livelihood and engendered a feeling of sympathy and interest in the welfare of the masses in other lands. This interest and feeling crystalized into international associations. They are not yet strong enough to bring the pressure they should, but they can discuss and co-operate in any plan that can be put into early effect.

It might be said, that the workers in our own and other free countries have their own problems, but what are these compared with the situation in the "slave" lands?

Employers and employees in the democratic countries can adjust their difficulties around the conference table, and where they reach no conclusion the Government can intervene as a mediator, conciliator, or arbitrator without a loss of liberty or prestige to either.

In the totalitarian regimes the "Labor Front" orders or commands. The employer and employee are sacrificed to the wishes and whims of the Leader and his subordinates. In other words Labor and Capital in democracies can mutually discuss without hindrance their initially antagonistic

TO PROTECT CANADIAN STANDARDS

I Prefer To Shop In Stores That Sell Union Label Goods And Employ Union Services

I REFUSE TO PURCHASE "UNFAIR"
AND NON-UNION-MADE PRODUCTS

International Labor Office Hits Banning Older Workers from Jobs

After analyzing arguments that have been advanced for and against the employment of older workers by those who own and control the prevailing system of production and distribution, the preliminary report on "Discrimination Against Elderly Workers," which was submitted to the Governing Body of the International Labor Office at its recent quarterly meeting in London, England, found that "in general, a hiring policy applying age as a decisive criterion appears to be unjustified."

Recommends "Rational Hiring Policy"

"The essence of the matter," the report declared, "seems to be that the older worker is preferable on the very important condition that he has retained sufficient physical ability for his job, to the performance of which he can bring experience and reliability. He may be particularly valuable where quality, rather than quantity, is required. Preference, on the contrary, will be given to the younger worker when physical strength, rapidity of work, and adaptation to new methods are called for."

Hence the report concluded that "a rational hiring policy would consist in classifying jobs according to the capacity of the individual."

Employers Refuse Jobs to Older Workers

Prepared by the International Labor Office at the request of Government, Employers' and Workers' representatives on the Governing Body, in compliance with the suggestion of Robert J. Watt, American Workers' Delegate to the International Labor Organization, the report, compiled from data contained in questionnaires filed by authorities in various countries, found reason for the belief that employers do not single out older workers for discharge and keep younger workers, but that once having been discharged it is more difficult for an older worker to find fresh employment.

All of which means that employers do discriminate against elderly workers because of their age.

Unemployed Handicapped by Loss of Skill

"A certain amount of deterioration in skill," the report said, "is necessarily in-

involved in long spells of unemployment, which becomes a definite handicap in obtaining fresh employment, especially in the case of skilled workers." This "handicap" arises, of course, from the fact that under the prevailing system of production, employers control the work opportunities and can therefore effectively apply the age handicap in their hiring policy.

Employers Prefer Younger Workers

Taking up the admitted disproportion of older workers in the unemployed army in all countries, the report suggested it is probably due in part to the fact that, when business recovery enlarged the number of available jobs, employers, with a big unemployed army to select from, chose the younger workers on the theory that they were "able to adjust themselves with greater readiness to recent technological changes in industry" than the older workers. This theory also led employers, in some instances, to re-employ "the more adaptable of the old workers," with the net result that the "less efficient" elderly workers were left in the jobless army.

Mechanized Industry Used to Victimize Elderly Workers

Turning to industrial conditions which are unfavorable to elderly workers, the report said that while, on the one hand, mechanization has favored them by doing away with much heavy labor, on the other hand it has aggravated their position by creating new forms of work under which the "increased speed and intensity" which employers usually impose on their workers with the installation of machinery "are so exhausting that older workers cannot stand the strain."

Some employers, the report pointed out, prefer older workers on the ground that they were more experienced and efficient and have better judgment; that they are best fitted for certain jobs, especially where quality is important, and that they are more reliable and reduce labor turnover.

Other employers, however, object to elderly workers on the ground that they are unable to maintain a piece-work pace, that they lack muscular strength, and that their mental processes show signs of slowing down.

viewpoints and by amicable discussion resolve them. The excellent relations that now prevail in many large and important industries and enterprises prove this. We have local examples in the case of the Tramways, Montreal Light, Heat & Power, Bell Telephone, Steel Company of Canada. No one of these several enterprises efficiently and progressively administered deny their workers the right to organize. The right to freely organize is therefore the basic principle of every democratic institution or enterprise. Let me further emphasize that brains and initiative function best in a democracy!

The world will only grow better as Democracy and not Dictatorship spreads its beneficial influence. This influence can best be promoted through recognizing how essential it is not only to domestic but international liberty and progress, that every facility and protection be provided to guarantee freedom of speech, association, worship and economic opportunity.

The British Commonwealth of Nations, the United States, and France, typify all that is best in political democracy with every prospect of a like success in the economic and social spheres.

The workers and people in the free lands must unite and co-operate to lead the way in all that relates to human righteousness and welfare.

The path we must travel was eloquently and convincingly set forth in the inspiring, instructive, and internationally acclaimed work of which the Rt. Hon. W. L. Mackenzie King is the gifted author. If the teachings and principles contained in "Industry and Humanity" (how symbolic the title is of progress and kindness) was better understood and applied, the world would have no cause to fear dictatorship, political, economic or cultural.

Signs of Prosperity

By CHARLES STELZLE
Executive Director, Good Neighbor League

Will Rogers used to say: "All I know is what I read in the newspapers." The newspapers may not always be a safe guide, particularly in matters that deal with politics and economics, because many of their editors are swayed by partisan opinions or prejudices.

But the trends toward greater prosperity in the United States have recently been so obvious that even the most conservative newspapers cannot avoid pointing out that we are on the upgrade in this country.

Here are a few of the signs which have recently appeared in the daily press:

1.—Henry Ford looks forward to one of the most prosperous years in our history. He is to rehire 35,000 men at once. Chrysler has hired 34,000 since August, and more will be added soon. General Motors also rehired 35,000 men and rescinds pay cuts. All of this means greater prosperity not only for the over 100,000 men to be taken on in automobile plants, but an even greater number who will be needed to produce the materials required in the construction of automobiles—in mines, mills, factories, forests and countless other industries.

2.—According to a release from the Labor Department in Washington, permits for residential construction issued during August for the entire country—outside of New York City—increased 55.9 per cent in the value of residential buildings over August, 1937. These statistics were obtained from 2,048 cities.

3.—Monthly range of 50 standard stocks as regularly reported on the financial page of the New York Times showed an increase from 70.80 in March to 106.36 in October—an increase of 35.56 points.

4.—Every light-weight streamlined train operating in this country produced more traffic than other trains and substantial earnings, showing that more people are increasingly using these luxury trains.

5.—The Board of Education in New York City has had great difficulty in securing teachers in the sciences and in vocational training. The salary is \$4,500 per year, with long vacations, pensions, and other advantages. About forty such teachers are now needed, but very few applications are being received, although during the depression hundreds of teachers made application for these positions. The indications are that those who are qualified are getting better-paying jobs in industry because of the demand for their services.

There are just a few samples of the increased prosperity in our country. Many other signs are on the horizon. All of which are a rebuke to those howlers of calamity who declare that the country has gone to the dogs.

And what about Canada? Is prosperity just around the corner this time for good? Let us hope so.—Editor.

"Phil" tells how to save Democracy

Governor Phil La Follette, worthy son of the greatest Progressive America has produced in our day, has placed his finger on the paramount issue before the American people. He says:

"Idle men, idle factories, idle land—these conditions, if continued long enough, drive people to desperation. Even worse, they drive people to war. In Europe we have witnessed the inevitable aftermath of such conditions.

"Our nation is the richest on earth. We are blessed with vast natural resources and the greatest capacity to produce real wealth the world has ever known. This wealth and these resources may be used to put people to work in peaceful, wealth-creating tasks or they may be used, as they are in Europe today, to put our people to work in preparation for another war.

"Relief work at relief wages is only a temporary expedient. The organized power of this nation must stop at nothing short of necessary steps to provide every American with permanent and useful work at regular wages." — Labor.

Industry Should Take Care of Oldsters

Employers of Labor are afraid of a "radical" movement in industry. At the same time, employers have created a deadline of employment at forty years of age. . . . More people are now living past the forty-year age period than ever before, and thus the proportion of such of the total population is rapidly increasing.

If the unemployed "patriarchs" and the "radicals" under forty who are also unemployed, should form a coalition in order to put over a particular piece of legislation favorable to themselves, the employer would be badly beaten.

And so, it would appear that as a matter of self-preservation they should at least try to take care of the older men and women, particularly because they have certain qualifications which those who are younger do not possess.

The main reason why some forty-year old workers are not so physically alert as younger workers is because industry today is burning up our youth by pacing youth to the machine. Industry itself is therefore responsible for most of the "wrecked" manhood and womanhood which it wants to throw onto the scrap-pile. It isn't fair, under these circumstances, to make Labor pay for the recklessness—or thoughtlessness—of industry. Industry itself must compensate the workers for what it has taken out of them.

RAILWAY OFFICIALS CALL OFF PAY SLASH

Chicago, Ill. — About two hundred top railway executives at a meeting of the Association of American Railroads here rescinded their plan to cut the wages of 930,000 employees 15 per cent on December 1. This action, which definitely set at rest the threat of a nation-wide strike of railway employees, was taken in accordance with the recommendation of the emergency fact finding board formed by President Roosevelt to examine the wage cut proposal, which would have taken \$250,000,000 annually from the pay envelopes of the employees. The board found that railway wages are not high even as compared with wages in comparable industries and held that a wage reduction in the railroad industry "would run counter to the trend of wage rates in industry generally."

These findings represented the unanimous judgment of the members of the board, which consisted of Judge Walter P. Stacy of the North Carolina Supreme Court, chairman; Dean James M. Landis of Harvard Law School, and Professor Harry A. Mills, formerly director of economics at the University of Chicago.

Furthering President Roosevelt's railroad program, the railroad executives announced a joint meeting in Washington between representatives of railroad management and railroad labor to begin work on legislative measures for rehabilitation of the railway industry.

CANADA RELIEF DROP HELD RECOVERY SIGN

Vancouver, B. C. — "Unmistakable evidence of the recuperative powers of Canada" is revealed in the reduction of the number of persons on relief, Hon. Norman Rogers, Federal Minister of Labor, declared in an address here.

The number of employables receiving unemployment relief has dropped 44 per cent since September, 1936, he said, and there is also a reduction of 33 per cent in the number of unemployables and their dependents receiving assistance.

Mr. Rogers declared that everything possible should be done to prevent transients moving from one province to another.

CANADA MEDICOS ASK BAN ON JEWISH M. D.'S

The Ontario Medical Association is opposed to the entry into Canada of Jewish medical doctors who are refugees from European despotisms. The "medicos" plead that it is impossible to absorb the doctors now turned out each year by the universities and they fear "an influx from Europe" would still further aggravate the situation.

Organized labor is also taking a hand in this debate over the proposal to raise the immigration bars. The unions object to the coming of 15,000 Czechoslovakian refugees, saying nothing of that kind should be attempted until Canadians have been afforded an opportunity to work. — Labor.

FOES OF PENSION PLAN BEATEN BY AGED MEN

Pueblo, Colo. — It is a little difficult for politicians to determine at times just what to talk about, but two aspiring office-seekers here learned this week to "lay off" old age pensions.

When William Fitzgerald and Vernon Tucker, operating a sound truck, demanded repeal of the states' \$45-a-month old-age pension, they were beaten up by a dozen elderly men.

"BUY UNION" CONTEST IS LAUNCHED IN ST. PAUL

St. Paul, Minn. — A unique contest to promote unionism among clerks in all St. Paul stores has been initiated by the St. Paul Trades and Labor Assembly. Prizes of \$5 to \$40 are to be awarded unionists who, while shopping, get the greatest number of union clerks to sign their sales slips.

WHERE DOES ALL THE MONEY COME FROM?

★ ★

MORE than four and one-half million depositors in Canada have "money in the bank."

They are satisfied to leave their money on deposit because Canada's chartered banks are ready and able to pay back promptly every cent when the depositor calls for it.

These deposits in the chartered banks total roughly \$2,262,000,000—approximately 10 per cent. of which they carry in cash—in other words Bank of Canada money or "legal tender."

Some people do not fully understand banking operations and might ask:

1. What have the banks got to represent our deposits if they do not have it all in cash?
2. How can the banks repay our deposits, over \$2,262,000,000, with the amount of cash they hold?

The answer to No. 1 is: Look at any bank balance sheet and you will see for yourself that a bank owns more than it owes. That is to say—if all of its depositors were paid off and all of its other debts paid, a balance would be left belonging to the shareholders.

That should answer your first question satisfactorily. And now for No. 2:

Look again at a bank balance sheet and you will see that in addition to the cash it holds, the bank owns assets quickly convertible into cash, or which can be used to borrow from the Bank of Canada.

Experience has taught banks the amount of cash it is necessary to carry to meet ordinary day to day demands, and also the proportion it is necessary to carry in gilt-edged quick assets which can be liquidated to meet even any extraordinary demand. Banks know that it is absurd to expect all depositors to call for their money at the same time.

That would be like saying that if everybody got sick at the same time there would not be room in the hospitals to take care of them.

Or that if everybody who travels by street car decided to travel at exactly the same hour, there would not be enough cars to carry them.

Or that if every person who carries life insurance died on the same day all the claims could not be met.

Or that if every sea were drained dry there would be no ocean liners.

Such statements are meaningless when you expose them to the cold light of commonsense.

Where, then, does all the money come from? That question can best be answered by asking this one: Who owns it—and how do they get it?

Addressing ourselves to 4,740,000 depositors we answer: "This money is yours. You own it. When you call for it, you get it. When you ask any existing Canadian bank for it, do you ever fail to get it promptly?"

We ask you, too: "Do you regard your deposit as figures in a book?"

If you are a wage-earner, paying your way and depositing a little week by week in a savings account in the bank, can anybody convince you that your deposit came into being by writing figures in a book? Or is it not a fact that you can call at your bank and take it away with you—in cash!

Suppose you are a farmer—let us use one acre and some round figures for illustration. You use 1½ bushels at a dollar a bushel, of wheat, to seed one acre. You reap, say 20 bushels, worth a dollar a bushel. Leaving out your costs to simplify matters, your gain is 18½ bushels equivalent to 18½ dollars, which you deposit in your bank.

Do you regard this as just figures in a book?

It would be hard to convince any wage-earner or any producer of new wealth, that his deposit which arose from his labour and production, is anything but real money.

He knows better, for he can buy things with it.

Where does all the money come from?

Your deposit is the measure of your own real wealth.

That wealth comes from the marketing of your labour for wages; from the application of labour to the soil of the farm, or to the standing timber in the forest; from the catching of fish in the sea; from the wresting of minerals from the ground; from the fabricating of raw materials into manufactured goods; and from marketing at home or abroad this continuous production.

When somebody wants to change all your business and economic methods and by some mysterious magic to bring about overnight a promised millenium of prosperity, ask what success such a theorist has made of handling his own affairs, before you back his theory.

Bank deposits reflect tangible wealth produced. Every dollar we owe to you—our depositors—is backed by many dollars in real assets.

Canada's chartered banks not only serve the individual well, they are a great factor in the building of the nation.

THE CHARTERED BANKS OF CANADA

Your local branch bank manager will be glad to talk banking with you. He will be glad to answer your questions, from the standpoint of his own experience.

From Our Readers

Is Fascism a Danger before or after another War?

Sir:—Carrol Coburn's article in the *New Commonwealth* suggesting Britain went to war under its present reactionary government the end of the war would see a unique form of fascist dictatorships holding the reigns of power, is of first class interest. The end of the Great war saw Britain with a form of State capitalism, largely operated by representatives of industry, but subject to the dictation of the political authority. A noted American communist said the war was lost when that system was discarded.

In Britain and France war preparation, and slogans like national service for national security are being used to set up a system of controls over the masses resembling that of Hitler, without the war-time controls over profits. The threat of war will be used as long as possible as a cover for the rivetting of dictatorship upon the masses. But if Britain should be involved in another great war, I doubt that a "Fascist" dictatorship could survive it for more than a few months. If Chamberlain appears to have been over-willing to fall into the pit dug by the policies of the British and French ruling class since 1918, it was, I think, because he feared, that war would be followed by a social revolution in Britain which, whether violent or by ballot, would mean the end of the capitalism regime.

As U. S. Secretary of Interior Ickes has pointed out, the Great war and the Great depression have made the masses thoroughly sceptical about the intellectual and moral superiority of their "betters". The wily Lloyd George could get a blunder. But if a bigger war comes, the masses will realize its relation to the vulture hatched at Versailles and the greedy and shortsighted policies of the ruling classes in all the countries, and by the time the war ended, the masses would be tired of being treated like dumb, driven cattle.

War-scare mongering will be resorted to in order to keep the peace as terrifying that the masses can be regimented under the patriotic euphemism of national service. And there is more danger of Fascism in the immediate future than there would be after another war. Since Munich the censorship in Britain has clamped down on news reels, likely to promote serious thinking, under the excuse that it is not wise to risk giving offence to the dictators. The banned march of Time pictures showed tremendous assemblage of the monstrous mechanisms men are not hypnotized, they must surely ask what quarrel have the workers or the nations with one another that they should use such mechanical monsters to kill and maim. And with old Carlyle they would make the answer: None at all, except that their masters have fallen out.

The masters have material interest which may be served or injured by war; but are they of a kind that

justifies the use of the masses as cannon-fodder. In the existing social order, it is usually the acquisitive and anti-social who occupy the positions of power and pelf, and the advantage of the social instinct of loyalty engrained in the masses. Once loyalty was to one's society, class or tribe of which the chief was an elective official without any special privilege but as duty-bound to be foremost at the point of danger; now the instinct of loyalty is turned against the masses and made a means of their wholesale sacrifices, in the interests, perhaps only the imaginary interests of the privilege classes.

No doubt war has a fascination, more especially for the bold and generous, even if it is the fascination of an abomination. And the beating of the war drums, even figuratively in the press or by speech, has a hypnotic effect. But if the masses would keep asking themselves what have they to gain by war except death, wounds and agony, they would not be easily led into the jolly and the futility of war. The power of the war lords which appears to be so formidable will collapse like a fetich built on superstition when men get off their mental knees, stand up and think for themselves in terms of the dignity of human life. The heavens did not fall when whole divisions of British Tommies refused to embark for white Russia, nor when sailors of the British and French fleets staged sit-down strikes.

C. M.
Brockville, Ont. Nov. 4, 1938
The Editor, The Labor World,
Montreal, P. Q.

Sir:—May I be permitted to express through your columns, my profound regret in observing that the current issues of the "Labor World" have not recently carried any contributions written from the skilful pen of Mr. Bernard Rose, whose timely editorials have not only graced the pages of "The Labor World" regularly for so many years, but are eagerly anticipated each week by a host of your readers, including myself.

In doing so, I believe I am expressing the opinions of a large number of your subscribers by saying that Mr. Rose's articles were fundamentally the type in which could be found a wealth of advice on problems affecting Labour and other current events that, unfortunately, are not to be found in the average other so-called labour publications.

It would indeed be a great pity if Mr. Rose has decided to discontinue to contribute his usual weekly articles, and in the event of this being the case, he should be prevailed upon to continue to comment editorially, through your columns, upon the timely questions on which he so authoritatively writes. Your readers know and appreciate that he is an honorary contributor.

It should furthermore, be quite unnecessary to emphasize the need

and advantages that would accrue in building a labour paper that would be able to effectively serve and help all who labour and toil, neither should there be any reason why "The Labor World" could not have a circulation of 50,000, and thereby enable it to pay its contributors for the articles accepted for publication.

I trust these few comments may provide a medium which will determine a new era in the future policy of the "The Labor World".

Yours truly,
"READER"

P. S. After writing the above letter, I was pleased to note than an editorial from Mr. Rose was printed in the issue of Nov. 5th. I regard his contributions as one of the "features" of the paper and trust that they will continue being published in each issue. I am sure that the majority of your readers share my views. "The Labor World" is the only "free" organ the workers have. Articles and editorials from the pens of those who have a deep knowledge of economic and social problems were never more needed than they are today.

* * *
Dear Sir:—I have been searching the organ of the All-Canadian Labor Congress for the higher philosophy of national unionism which president A. R. Mosher boast of. I find an article headlined "Plenty for all; plenty for each."

It contains plenty of wishful thinking. Plenty of the notions of the new economics. Plenty of the ruddy sophistry that capacity of manufacture of a lot of rubbish is the basis of an anormal life. In short the philosophy of pie in sky.

This higher philosophy which is calculated to hypnotize the workers with the soothing syrup of hope and keep them from acting together in their own interests may be suitable for a company union.

J. L. D.

* * *
Sir:—Was it not Sir Robert Walpole who on an historic occasion said:

"Today they are ringing the bells; tomorrow they will be wringing their hands."

This may happen to the Canadians who have been jubilating on Chamberlains' famous victory. Since all the world is now to arm at top speed, it seems also to have been a victory for Imperial Chemicals, International Steel and international banking. There will be many fat contracts before Britain, the Empire and France can overcome the advantage Chamberlain handed the Germans through the surrender of the Bohemian fortifications. That was equivalent to freeing 33 German divisions for service other than against the Czechs. It enabled the Germans to move 1,700 heavy Czech guns to the French Frontier.

(A London Daily Herald Editor, after visiting English villages, reported that relief over the passing of the war scale has swung to a strong feeling that Britains' great political realist has sold out Britain and the Empire).

With the return to power politics, Nazi Germany starts from a stronger position than Imperial Germany in 1919; Hitler's word is law over a great part of Europe. And its new navy—like that of Italy—has swift ships adapted to commerce raiding and keeping clear of the slower, heavier British naval ships.

READER.

* * *
Dear Sir:—I was amazed at the threatening tone of the article "Le Cri de Race dans St-Louis" in your paper of November 5th. It is disappointing (to a subscriber who has always been impressed with the moderation of *Le Monde Ouvrier* to find that the sting of defeat should have elicited such a near-defence of anti-semitism. The attack on Ald. Schubert was incomprehensible to anyone who knows the recent history of trade-unions

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers



Membre de la Presse ouvrière
internationale d'Amérique

The Labor World
Canada's Only Labor Bilingual Paper
A National Medium for the Workers

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,
Montréal

Le solr, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL
AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MArquette 2636

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes



in Montreal. Those Jews who supported Mr. Fitch because they wanted one representative of their own race in Quebec, will probably feel completely justified, in the light of your bitter attack.

Very respectfully,
N. S.

INTO THE ARMY NOW!

Sir:—The millionaire-owned *Toronto Globe and Mail* which called on Canada to rally to the defence of the Empire was not pleased by the lack of response of young men. Some had the effrontery to suggest that the newspapers should rally to the defence of the young men against unemployment and frustration.

After careful thought, the *Toronto* paper advocates an army big enough to give the unemployed at least a chance to enlist. The plutocrats are indeed generous.

GLEANER.

* * *
The Daladier government is undoing the work of the Blum government, even to resuming the use of Devils' Island as a place of incarceration of prisoners. The Blum government had inaugurated modern prison methods.

SCOTTISH GIRLS BALK AGAINST SUNDAY WORK

Yarmouth, England. — Scottish lassies who flocked to English ports to pack fish during the herring season made an addition to strike lore when they quit work in protest against Sunday fishing.

They said that Sunday catches gave the English an advantage over Scottish fishermen, who do not fish on the Sabbath.

CANDID REFERENCES

Would-Be Employer: Have you any references?

Would-Be Employee: Sure; here's the letter: "To whom it may concern. John Jones worked for us for one week, and we're satisfied."

"Do you know anyone called Imey, sir?" the office boy asked his boss in a confidential manner.

"No—why?"
"Well, a lady wants you on the telephone, and when I asked who was speaking, she said, 'Imey's wife.'"

Our Leading
Amusement
Places
Dans nos
Théâtres

PALACE

Held Over 3rd Week!
Frank Capra's
**YOU CAN'T TAKE IT
WITH YOU**
with JEAN ARTHUR
LIONEL BARRYMORE

CAPITOL

SPENCER TRACY
AND
MICKEY ROONEY
IN
"BOY'S TOWN"

PRINCESS Theatre

"Valley of the Giants"
with WAYNE MORRIS
CLAIRE TREVOR
IN TECHNICOLOR
Added Attraction
Accidents Will Happen

LOEW'S THEATRE

On the Stage
Gus. VAN
in person
and other acts of Vaudeville
On the Screen
Rose of the Rio Grande
EVENING MATINEES
40c. (11.30 to 5) 25c.

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Édifice
du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de nocces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

THE CENTRE OF SOCIAL AND
BUSINESS LIFE IN MONTREAL
The Windsor
"On Dominion Square"
Alderic Raymond - VICE-PRESIDENT

WE HAVE HELPED HUNDREDS
TO OBTAIN positions as Letter
Carriers, Postal Clerks, Customs
Examiners, Clerks, and Steno-
graphers, etc., and can help you.
Write us for proof and free in-
formation. M. C. C. Schools Ltd.,
Toronto 10. Oldest in Canada.

Quality Cleaning by

**Paul SERVICE STORES
LIMITED**

40 Stores Conveniently Located to Serve You Promptly

Head Office and Plant

1451 BEAUBIEN E.

MONTREAL

DOLLARD 4871